

Mathieu Dubois et Renaud Meltz (dir.)

De part et d'autre du Danube

L'Allemagne, l'Autriche et les Balkans
de 1815 à nos jours

Mélanges en l'honneur
du professeur Jean-Paul Bled

ISBN de ce PDF :
979-10-231-0884-2



ISBN des tirés à part :

CRM72 · De part et d'autre du Danube (PDF complet)	979-10-231-0865-1
CRM72 · Introduction. Jean-Paul Bled, historien des Mondes germaniques en Sorbonne · Rainer Hudemann	979-10-231-2674-7
CRM72 · I.1 L'idée slave et les Croates au XIX ^e siècle · Edi Miloš	979-10-231-0866-8
CRM72 · I.1 Un grand acteur oublié de la scène autrichienne : le comte Anton von Prokesch-Osten · André Reszler	979-10-231-0867-5
CRM72 · I.1 La Bosnie-Herzégovine entre l'Autriche et la Hongrie (1878-1914) · Philippe Gelez	979-10-231-0868-2
CRM72 · I.1 L'action politique de l'Autriche-Hongrie chez les Albanais dans le <i>Vilayet</i> du Kosovo (Une analyse française de 1902) · Dušan T. Bataković	979-10-231-0869-9
CRM72 · I.1 Les officiers-conjurés serbes : 1903-1914. Programme et convictions politiques · Vojislav Pavlović	979-10-231-0870-5
CRM72 · I.1 Montenegro and the Central Powers 1915-16 · Lothar Höbelt	979-10-231-0871-2
CRM72 · I.2 Influences diplomatiques, cultures et mémoire dans un espace en recomposition au XX ^e siècle · Jean-Noël Grandhomme	979-10-231-0872-9
CRM72 · I.2 Les répertoires français, allemand et autrichien sur les grandes scènes roumaines. Le cosmopolitisme d'une culture nationale (1919-1940) · Georgiana Medrea	979-10-231-0873-6
CRM72 · I.2 Aspects de la Résistance française en Roumanie après 1940. Diplomates, enseignants et écrivains · Ana-Maria Stan	979-10-231-0874-3
CRM72 · I.2 François-Joseph en Hongrie : un lieu de mémoire ? · Catherine Horel	979-10-231-0875-0
CRM72 · II.1 Naissance de la germanophobie française ? L'opinion publique et la crise de 1840 · Renaud Meltz	979-10-231-0876-7
CRM72 · II.1 Bismarck et l'Europe. De la mission Alvensleben à la mission Radowitz · Stéphanie Burgaud	979-10-231-0877-4
CRM72 · II.2 Un génie de la prévision : Jacques Bainville dans <i>Les Conséquences politiques de la paix</i> · Zoltan Bécsi	979-10-231-0878-1
CRM72 · II.2 L'Allemagne de Martin Heidegger, ou le patriotisme d'un philosophe apolitique (1889-1933) · Guillaume Payen	979-10-231-0879-8
CRM72 · II.2 Du poids de l'intérêt matériel dans l'adhésion au nazisme. Réflexions autour des thèses de Götz Aly, à travers le cas de la politique d'aide sociale de la SS · David Gallo	979-10-231-0880-4
CRM72 · II.2 Julius Berger (1862-1943) : un entrepreneur allemand et la France · Dominique Barjot	979-10-231-0881-1
CRM72 · II.3 La RFA et les premières communautés européennes · Christophe Réveillard	979-10-231-0882-8
CRM72 · II.3 L'Allemagne et de Gaulle : l'approche de Willy Brandt · Benedikt Schoenborn	979-10-231-0883-5
CRM72 · II.3 Les partis politiques au défi de « 68 » en RFA et en France · Mathieu Dubois	979-10-231-0884-2
CRM72 · Entretien avec Jean-Paul Bled	979-10-231-0885-9
CRM72 · Portrait de Jean-Paul Bled · par Emmanuel Leroy Ladurie	979-10-231-2675-4
CRM72 · Bibliographie de Jean-Paul Bled	979-10-231-2676-1

DE PART ET D'AUTRE DU DANUBE

collection dirigée par Dominique Barjot & Lucien Bély

Dernières parutions

- Introduction aux discours coloniaux*
Norbert Dodille
- « C'est moy que je peins ». *Figures de soi à l'automne de la Renaissance*
Marie-Clarté Lagrée
- Des saints d'État ? Politique et sainteté au temps du concile de Trente*
Florence Buttay
& Axelle Guillausseau (dir.)
- Représenter le Roi ou la Nation ? Les parlementaires dans la diplomatie anglaise*
Stéphane Jettot
- L'Union du Trône et de l'Autel ? Politique et religion sous la Restauration*
Mathieu Brejon de Lavergnée
& Olivier Tort (dir.)
- Pierre Chaunu, historien*
Jean-Pierre Bardet, Denis Crouzet et Annie Molinié-Bertrand (dir.)
- Les Frères d'Eichtal. Gustave, saint-simonien et Adolphe, financier pionnier des chemins de fer*
Hervé Le Bret
- L'Entreprise et sa mémoire. Mélanges en l'honneur de Maurice Hamon*
Didier Bondue (dir.)
- La Faveur et la Gloire. Le maréchal de Bassompierre mémorialiste (1579-1646)*
Mathieu Lemoine
- Chrétiens et Ottomans de Malte et d'ailleurs*
Alain Blondy
- Le Corps des esclaves de l'île Bourbon. Histoire d'une conquête*
Prosper Ève
- Les Maîtres du comptoir : Desgrand père & fils. Réseaux du négoce et révolutions commerciales (1720-1878)*
Jean-François Klein
- Frontières religieuses dans le monde moderne*
Francisco Bethencourt
& Denis Crouzet (dir.)
- La Politique de l'histoire en Italie. Arts et pratiques du réemploi (xive-xiive siècle)*
Caroline Callard, Élisabeth Crouzet-Pavan & Alain Tallon (dir.)
- Les Habsbourg et l'argent. De la Renaissance aux Lumières*
Jean Bérenger
- Cités humanistes, cités politiques (1400-1600)*
Denis Crouzet, Élisabeth Crouzet-Pavan & Philippe Desan (dir.)
- Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*
Régine Perron
- Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (xixe-xxie siècle)*
From precious metal to mass commodity (19th-21st century)
Dominique Barjot
& Marco Bertilorenzi (dir.)
- Les Stratégies de l'échec. Enquêtes sur l'action politique à l'époque moderne*
Marie Barral-Baron, Marie-Clarté Lagrée & Mathieu Lemoine (dir.)
- Partager le monde. Rivalités impériales franco-anglaises (1748-1756)*
François Ternat

Mathieu Dubois & Renaud Meltz (dir.)

De part et d'autre du Danube

L'Allemagne, l'Autriche et les Balkans,
de 1815 à nos jours

Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Paul Bled



Ouvrage publié avec le concours de l'UMR 8596 Centre Roland Mousnier,
et du Conseil scientifique de l'université Paris-Sorbonne

Les PUPS, désormais SUP, sont un service général
de la faculté des Lettres de Sorbonne Université

© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2015
ISBN de l'édition papier : 978-2-84050-997-4

Mise en page : Emmanuel Marc DUBOIS, Issigeac
d'après le graphisme de Patrick VAN DIEREN

Version numériques et tirés-à-part :
© Sorbonne Université Presses, 2022
Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3d2s

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

sup@sorbonne-universite.fr

sup.sorbonne-universite.fr

SECONDE PARTIE

**L'Allemagne de Jean-Paul Bled :
de la Confédération germanique
à la République de Berlin**

L'Allemagne et la France
après la seconde guerre mondiale

LES PARTIS POLITIQUES AU DÉFI DE « 68 » EN RFA ET EN FRANCE

Mathieu Dubois

Beaucoup de gens ne sont plus prêts à s'engager dans les partis et même ceux qui vont encore voter éprouvent un grand malaise à l'égard des partis existants. [...] La différence fondamentale est que nous avons commencé à construire des organisations qui se différencient des structures partisans par le fait que dans nos organisations il n'y a pas de politiciens de métier, que chez nous aucun appareil ne s'est formé, que chez nous les intérêts et besoins des participants à l'institution sont représentés, pendant que dans les partis il existe un appareil qui manipule les intérêts de la population [...].

Cette critique des partis comme modèle dépassé et élitiste d'engagement politique et de représentation de la volonté populaire fut formulée en décembre 1967 par l'un des principaux leaders du mouvement étudiant ouest-allemand, Rudi Dutschke¹. Si la mutation de la politique constituait ainsi une étape fondamentale de la « marche à travers les institutions² » à laquelle appelait la gauche étudiante pour renverser le système en place, elle représenta également un défi majeur pour les partis politiques dont l'existence même se trouvait remise en question en RFA comme en France par les mouvements étudiants des années 1967-1968³.

Cette vision d'une critique radicale des partis politiques par le mouvement étudiant a longtemps fait oublier que ce défi fut aussi pris en compte comme tel et partiellement relevé par les partis politiques de gauche, du centre comme de droite. Contrairement à la vision proposée par Rudi Dutschke et colportée tout

1 Rudi Dutschke, interview dans l'émission de la chaîne ARD « *Zu Protokoll* » du 3 décembre 1967.

2 Lancée par Rudi Dutschke en octobre 1967, l'expression renvoyait à une stratégie de renversement de l'ordre établi par le noyautage des institutions dans le but de leur destruction (Wolfgang Kraushaar, *1968 als Mythos, Chiffre und Zäsur*, Hamburg, Hamburger Edition, 2000, p. 81-88).

3 Le mouvement ouest-allemand se caractérisa par sa durée entre juin 1967 et mai 1968, tandis que le mouvement français fut marqué par son intensité durant le mois de « Mai 68 » et la participation massive des ouvriers.

au long des années 1970 par l'extrême-gauche⁴, la démocratie parlementaire et le système partisan, loin de décliner, connurent même un véritable âge d'or dans la décennie qui suivit les mouvements étudiants. Le nombre d'adhérents aux partis politiques doubla au cours des « années 68 », atteignant 968 000 membres en France et 1 954 000 en RFA en 1976 tous partis confondus⁵. Si ce renouveau de la participation politique toucha quelques autres pays européens (Belgique, Suède, Finlande), il ne fut nulle part aussi spectaculaire⁶. Au regard de ces éléments, les partis politiques français et ouest-allemands apparaissent comme les grands gagnants de la politisation massive de la jeune génération.

Souvent présenté comme un moment d'affaiblissement de la légitimité des partis et de la démocratie parlementaire, « 68 » correspondit en réalité pour les partis ouest-allemands et français à une phase de renouveau à travers la prise en compte des aspirations politiques nouvelles nées de cette politisation massive et souvent à mille lieues des luttes d'appareil et d'une vision élitiste de la politique. Dès lors, on peut s'interroger sur les conditions qui rendirent possible ce renouveau et sur le rôle joué par cet afflux massif d'adhérents dans les partis politiques. Il s'agira ainsi de mettre en lumière les modalités de l'intégration réussie des masses à la politique dans les années 1970. L'enjeu ne sera pas ici de déterminer l'influence du mouvement étudiant sur l'évolution des idées politiques ou même sur la transformation du paysage politique français et ouest-allemand, mais son rôle dans le processus de long terme de mutation des partis politiques au cours des trois décennies d'après-guerre.

UN PROCESSUS DE MUTATION DÉJÀ AMORCÉ AVANT « 68 »

Replacer « 68 » dans l'histoire politique de son temps revient d'abord à l'inscrire dans un double moment d'affirmation du modèle de la démocratie partisane et de mutation des partis politiques en Europe. Pour prendre la mesure de cette affirmation progressive et des limites du rôle des partis dans la démocratie jusqu'au milieu des années 1960, il faut avoir à l'esprit que les deux principaux personnages de la scène politique ouest-allemande et française n'étaient à cette époque membres d'aucun parti. Alors que le général de Gaulle

4 Cette vision a également influencé une partie de l'historiographie de « 68 », certains ouvrages voyant le mouvement étudiant comme l'amorce du déclin de certains partis, à commencer par le PCF. Voir notamment Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*, Paris, Éditions du Seuil, t. 1, *Les années de rêve*, 1987 et t. 2, *Les années de poudre*, 1988.

5 Pascal Delwit, « Still in Decline? Party Membership in Europe », dans Émilie Van Haute (dir.), *Party Membership in Europe: Exploration into anthills of Party Politics*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, p. 30.

6 Les effectifs de la plupart des partis politiques européens poursuivirent dans les années 1970 le recul amorcé dans les années d'immédiat après-guerre (*ibid.*).

affichait son hostilité à cette forme de représentation, le chancelier Ludwig Erhard n'adhéra à la CDU que pour en prendre la présidence en 1966-1967, trois ans après son entrée en fonction à la tête du gouvernement.

Si, dans les faits, l'affirmation du rôle des partis politiques fut lente à se concrétiser, elle avait été préparée en amont dans les textes. La stabilisation de la démocratie après 1945 devait en effet s'appuyer sur les partis politiques comme garants du régime. En RFA, la Loi fondamentale attribuait dès 1949 un rôle essentiel aux partis politiques, celui de participer à « la formation de la volonté politique du peuple⁷ ». En dépit de la méfiance de de Gaulle envers les partis, la constitution de la V^e République leur reconnaissait en 1958 pour la première fois en France un rôle officiel, celui de concourir à « l'expression du suffrage⁸ ». En RFA, cette reconnaissance constitutionnelle du rôle des partis dans la démocratie parlementaire devait avoir pour contrepartie la démocratisation de leur fonctionnement interne. Il fallut toutefois attendre la loi du 24 juillet 1967 sur les partis politiques pour que ces derniers s'imposent eux-mêmes cette démocratisation à travers l'obligation de se doter d'un programme, de statuts et d'un financement plus transparent. L'impératif de démocratisation de la vie politique ouest-allemande conférait toutefois en ce domaine une certaine avance aux partis de la RFA sur leurs homologues français⁹.

Dans les deux pays, la mutation interne de la vie partisane fut toutefois moins la conséquence de décisions législatives que d'enjeux électoraux liés à la recomposition du système partisan. En RFA, le renouveau progressif de la social-démocratie dans la décennie qui suivit le congrès de Bad Godesberg (1959) aboutit à la formation de la Grande Coalition en 1966 puis trois ans plus tard à la première alternance à la chancellerie depuis la fondation de la république en 1949¹⁰. En France, le fonctionnement de la V^e République – en particulier

7 « *Die Parteien wirken bei der politischen Willensbildung des Volkes mit.* » (Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne dans sa version du 23 mai 1949, article 21-1.)

8 Constitution de la V^e République dans sa version du 4 octobre 1958, article 4. Il est à noter que le rôle des partis politiques était ainsi constitutionnellement plus important en RFA qu'en France. (Sur la comparaison des partis politiques en France et en Allemagne, voir notamment Anne-Marie Saint-Gille [dir.], *Cultures politiques et partis aux XIX^e et XX^e siècles : l'exemple allemand*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2005 ; Claire Demesmay et Manuela Glaab [dir.], *L'Avenir des partis politiques en France et en Allemagne*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2009.)

9 En France, il fallut attendre mars 1988 pour que soit adoptée la première loi définissant le statut des partis politiques.

10 Voir notamment Klaus Schönhoven, *Wendjahre: die Sozialdemokratie in der Zeit der Großen Koalition (1966-1969)*, Bonn, Dietz, 2004.

la première élection du président de la République au suffrage universel direct en 1965 – força l'ensemble des partis à s'adapter¹¹.

La recomposition du paysage politique s'accompagnait dans tous les partis d'un processus de mutation interne identifié par la science politique à travers la transformation des partis de classe ou de notables en partis d'électeurs ou partis populaires (*Volksparteien*)¹². Initiée dans les années 1950, cette mutation toucha d'abord la gauche, alors dans l'opposition dans les deux pays. Si le congrès de Bad Godesberg constitua un tournant majeur dans le positionnement politique de la social-démocratie, le congrès de Stuttgart en 1958 avait préalablement fixé de nouvelles règles au fonctionnement du SPD en donnant le primat au groupe parlementaire sur la direction du parti, mettant fin aux tendances oligarchiques et bureaucratiques de cette dernière au profit d'une plus grande autonomie des structures militantes¹³. Au sein du communisme français, l'*aggiornamento* du PCF amorcé en 1964 à la mort de Maurice Thorez fondait le renouveau doctrinal du parti sur une profonde transformation de la vie politique interne. En mars 1966, le comité central d'Argenteuil dénonça le dogmatisme intellectuel, prônant le pluralisme et la discussion théorique dans le but d'ouvrir le parti sur la société grâce au dialogue avec les masses¹⁴. Au sein de la gauche non communiste, l'édification de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste à partir de 1966 était également fondée sur la remise en question du fonctionnement très hiérarchique et autoritaire de la SFIO. À droite, la mutation des partis au pouvoir fut accélérée par la perspective d'un départ de leurs chefs historiques. À partir du retrait de la chancellerie de Konrad Adenauer en octobre 1963, la CDU chercha à moderniser son fonctionnement en introduisant davantage de transparence et de participation de la base militante dans les processus décisionnels, aboutissant ainsi à un véritable « petit "1968" »¹⁵. Au sein du mouvement gaulliste, la mise en ballottage du général de Gaulle lors de l'élection présidentielle de 1965 et

11 Voir Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier (dir.), *Les Partis et la République. La recomposition du système partisan 1956-1967*, Rennes, PUR, 2007 ; *eid.*, *Les Partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, PUR, 2012.

12 Voir sur ces notions Maurice Duverger, *Les Partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1951 ; Jean Charlot, *Les Partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1971 ; Otto Kirchheimer, « Der Wandel des westeuropäischen Parteiensystems », *Politische Vierteljahresschrift*, 6^e année, cahier 1, 1965, p. 20-41.

13 Peter Lösche et Franz Walter, *Die SPD. Klassenpartei – Volkspartei – Quotenpartei. Zur Entwicklung der Sozialdemokratie von Weimar bis zur deutschen Vereinigung*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1992, p. 186.

14 Voir à ce sujet l'article de Jean Vigreux, « Waldeck Rochet et les intellectuels – à propos du comité central d'Argenteuil du PCF (1966) », *Nouvelles Fondations*, n° 3/4, mars 2006, p. 139-141.

15 Nous reprenons l'expression de Frank Bösch, *Macht und Machtverlust. Die Geschichte der CDU*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anhalt, 2002, p. 96.

les résultats décevants du parti lors des législatives de mars 1967 favorisèrent le renforcement des structures partisans qui fut l'enjeu de la reprise en main de l'UD-V^e par Georges Pompidou au cours de l'année 1967¹⁶.

La transformation qui affectait l'ensemble des partis politiques à la veille de « 68 » ne relevait donc pas seulement d'une recomposition du système partisan. Elle reflétait aussi un changement en profondeur de leurs structures, de leur fonctionnement interne et de leur place dans la vie politique. Aussi différentes fussent-elles, l'ensemble de ces transformations allait dans le sens d'une plus large autonomie des structures internes, d'une participation plus grande des militants et d'un investissement de l'ensemble des champs du social permettant de toucher toutes les catégories d'électeurs. Au-delà de l'essor des clubs politiques¹⁷, les années 1950-1960 furent marquées par le développement des organisations catégorielles affiliées aux partis politiques (femmes, salariés, jeunes, étudiants). Ce fut le cas des organisations de femmes telles que l'Union des femmes françaises au sein du PCF (1944), de la Frauenvereinigung de la CDU (1956), du Centre féminin d'étude et d'information du côté gaulliste (1965) ou encore de l'Arbeitsgemeinschaft sozialdemokratischer Frauen du SPD (1972)¹⁸. Surtout, l'ensemble des partis se dotèrent d'organisations de jeunesse politique bénéficiant d'une autonomie inconnue auparavant¹⁹. Dès 1956, la CDU accorda à la Junge Union une autonomie organisationnelle et politique en lui conférant un statut privilégié d'association affiliée. Il en alla de même du SPD qui élargit considérablement les prérogatives des Jungsozialisten entre 1959 et 1963. Si les organisations françaises ne bénéficièrent jamais des mêmes libertés que leurs homologues ouest-allemandes, elles n'en connurent pas moins une évolution similaire. En 1965, le parti gaulliste fondait l'Union des jeunes pour le progrès (UJP) sur le principe d'une large autonomie. Tirant les conséquences de la crise de l'Union des étudiants communistes (UEC), le PCF réforma le Mouvement des jeunesses communistes de France (MJCF) pour le doter d'une véritable ligne interne à partir de 1966.

16 Jérôme Pozzi, *Les Mouvements gaullistes. Partis, associations et réseaux (1958 à 1976)*, Rennes, PUR, 2011, p. 290-291.

17 Janine Mossuz-Lavau, *Les Clubs et la politique en France*, Paris, Armand Colin, 1970.

18 Sandra Fayolle, *L'Union des femmes françaises : une organisation féminine de masse du parti communiste français (1945-1965)*, thèse de doctorat de l'université Panthéon-Sorbonne, 2005 ; Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes : essai sur l'obéissance politique : la Nouvelle Critique (1967-1980)*, Paris, La Découverte, 2005 ; Cathleen Kiefert, *Politik ist eine viel zu ernste Sache, als dass man sie allein den Männern überlassen könnte. Die Frauenorganisationen in den deutschen Parteien*, Baden-Baden, Nomos, 2011.

19 Sur l'évolution comparative des organisations de jeunesse politique en RFA et en France, voir Mathieu Dubois, *Génération politique. Les « années 1968 » dans les jeunesses des partis politiques en France et en RFA*, Paris, PUPS, 2014.

Ces transformations illustraient la prise en compte par les partis politiques ouest-allemands et français de la nécessité d'adapter leur fonctionnement interne à la conquête de nouveaux électeurs et à la mobilisation des masses. Ce phénomène de long terme dépassait largement les cadres nationaux et les familles politiques. Amorcée au tournant des années 1950-1960, cette mutation profonde des partis demeurait toutefois largement inachevée et partielle à la veille de « 68 ». En rendant plus impérative la réflexion interne sur le fonctionnement des partis, le mouvement étudiant allait toutefois contribuer à l'accélérer de manière décisive.

« 68 » : ACCÉLÉRATEUR DE LA MUTATION DES PARTIS

302

Les mouvements étudiants remirent directement en question les partis politiques en proposant de substituer à la représentation parlementaire des modalités d'expression directe fondées sur le principe de la démocratie participative. Au-delà même de la critique dont ils faisaient l'objet, les partis furent en outre dépassés par les nouvelles formes d'action introduites par les groupes étudiants. La mobilité, la rapidité, la créativité de ces mouvements de quelques centaines de militants contrastaient avec le manque de réactivité des partis et leur inadaptation à cette nouvelle façon de faire de la politique.

Face à la fréquence des mobilisations étudiantes²⁰, les partis tentèrent toutefois de réagir en s'appuyant sur la masse de leurs adhérents. En « 68 », les manifestations les plus importantes numériquement furent ainsi organisées à l'initiative des partis politiques de gauche comme de droite. Ce fut notamment le cas en France de la manifestation du 13 mai et de la grève générale qui furent lancées à l'appel du PCF et de la CGT. Il en alla de même de la contre-manifestation organisée par le parti gaulliste le 30 mai²¹. En RFA, la manifestation de soutien à l'intervention américaine au Vietnam le 21 février 1968 organisée à Berlin-Ouest par la CDU et le SPD local fut également l'une des plus importantes de la période²². Enfin, nombre de militants des partis politiques participèrent aux manifestations contre le vote des lois d'urgence par le Bundestag en mai 1968.

20 Jürgen Reulecke, « Jugendprotest – ein Kennzeichen des 20. Jahrhunderts? », dans Dieter Dowe (dir.), *Jugendprotest und Generationskonflikt in Europa im 20. Jahrhundert. Deutschland, England, Frankreich und Italien im Vergleich*, Bonn, Neue Gesellschaft, 1986, p. 1-11.

21 Frank Georgi, « Le pouvoir est dans la rue. La manifestation gaulliste des Champs-Élysées, 30 mai 1968 », *Vingtième siècle*, octobre-décembre 1995, p. 46-60.

22 Thomas Nick, *Protest movements in 1960s in West-Germany: a social history of dissent and democracy*, Oxford, Berg, 2003, p. 160.

Au-delà de ces grands rassemblements, la période des mouvements étudiants constitua également dans tous les partis politiques un moment de libération militante et d'expérimentation de nouvelles formes d'action. L'absence de réaction, voire la rupture temporaire des liens avec des états-majors absents ou muets, incita nombre de responsables locaux ou de simples militants à prendre localement l'initiative de soutenir ou au contraire de s'opposer aux actions des groupes étudiants. C'est sur ce militantisme d'abord spontané puis organisé que devait s'appuyer en France la création par le mouvement gaulliste des Comités de défense de la république (CDR)²³. Au sein du PCF, les sections tentèrent d'organiser des « comités pour un gouvernement populaire d'union démocratique²⁴ », tandis que l'UEC prit part aux cortèges étudiants et que les jeunes communistes investirent les comités d'action lycéens. En RFA, nombre de Jungdemokraten du FDP et de Jungsozialisten du SPD participèrent aux manifestations contre la guerre du Vietnam et les lois d'urgence, faisant entrer dans le parti les modes d'action de l'Opposition extraparlamentaire. De leur côté, la Junge Union et surtout le Ring christlich-demokratischer Studenten (RCDS), organisation étudiante de la CDU/CSU, organisèrent des *hearings* et n'hésitèrent pas à se confronter aux groupes d'extrême-gauche dans des rassemblements hostiles²⁵. Ces expérimentations devaient demeurer des références pour nombre de cadres locaux tout au long de la décennie suivante et jeter ainsi les bases d'un renouveau militant.

En dépit de ces réactions ponctuelles ou locales aux mouvements étudiants, l'action des partis politiques, la faiblesse de leur réactivité et de leur capacité de mobilisation, leur propagande démodée, la pesanteur de leur fonctionnement hiérarchique se trouvèrent remis en cause. Passée la stupeur de la crise, vint ainsi le temps des bilans. Les années 1968-1969 furent marquées par d'intenses débats dans la plupart des partis politiques autour de la question de l'adaptation à la politisation massive de la jeunesse. Au sein du PCF, le comité central des 8 et 9 juillet 1968 fut le cadre d'une discussion contradictoire autour des propositions de Roger Garaudy demandant l'ouverture d'un « dialogue d'un style nouveau avec les masses ». La discussion se poursuivit lors de la session du comité central des 5 et 6 décembre et aboutit à l'approbation du Manifeste de Champigny officialisant la « voie française au socialisme²⁶ ». Lors du XIX^e congrès du

23 François Audigier, *Histoire du SAC. La part d'ombre du gaullisme*, Paris, Stock, 2003, p. 139-147.

24 Stéphane Courtois et Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 1995, p. 347-349.

25 Mathieu Dubois, « La Junge Union et le mouvement étudiant (1967-1969) », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, n° 1, janvier-mars 2009, p. 89-103.

26 Archives départementales de Seine-Saint-Denis (AD93), Archives du comité central du PCF, 261 | 2 / 44, séances du comité central des 8-9 juillet et des 5-6 décembre 1968.

PCF à Nanterre en février 1970, Roger Garaudy put faire entendre une voix divergente par rapport aux positions de la direction du parti, ce qui n'était plus arrivé depuis 1926²⁷. Au sein du parti gaulliste, le comité central d'octobre 1968 donna également lieu à de vives discussions sur l'inconsistance de la réaction du parti durant Mai 68²⁸. Dès son congrès de Berlin en novembre 1968, la CDU débattit également de son action face au mouvement étudiant et adopta un amendement à son programme affirmant : « L'engagement critique, particulièrement de la jeune génération, est une contribution nécessaire au développement de notre démocratie²⁹. » De son côté, la direction du SPD lança en mars 1969 une large consultation de ses jeunes adhérents pour faire émerger de nouvelles formes de mobilisation des jeunes dans le parti³⁰. Partout, « 68 » suscita ainsi une large réflexion, confortant les positions des réformateurs des années 1960.

304

Dans la plupart des partis, cette remise en question du fonctionnement interne au lendemain de « 68 » ne fut cependant pas immédiatement suivie d'effets. La lenteur des évolutions partisans et la persistance d'un conservatisme organisationnel décalèrent parfois cette évolution aux premières années de la décennie suivante. Il fallut souvent attendre l'électrochoc de défaites électorales ou la perspective de succès futurs pour voir les réformes accélérées ou initiées par le mouvement étudiant s'imposer dans les partis. Il en fut ainsi en RFA au sein de la CDU que la défaite historique aux élections législatives de 1972 força à changer de direction fédérale. Les critiques internes se multiplièrent et aboutirent à la victoire du courant modernisateur du parti dominé par Helmut Kohl et Gerhard Stoltenberg lors du congrès de Bonn en juin 1973³¹. En France, l'UDR demeura longtemps réticente aux évolutions jusqu'à la défaite du candidat gaulliste, Jacques Chaban-Delmas, au premier tour de l'élection présidentielle de mai 1974. La prise de contrôle du parti par Jacques Chirac en décembre 1974 marqua le début d'une évolution rapide du modèle partisan gaulliste qui aboutit à la création du RPR en décembre 1976³². La remise en

27 S. Courtois et M. Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, op. cit., p. 356.

28 Robert Grossmann, *L'Appel du gaullisme. De Charles de Gaulle à Nicolas Sarkozy 1958-2007*, Monaco, Éditions du Rocher, 2008, p. 216.

29 Bundesvorstand der CDU, 16. *Bundesparteitag der Christlich Demokratischen Union Deutschlands. Berlin, 4.-7. November 1968. Teil 1 – Niederschrift, Teil 2 – das Berliner Programm*, Bonn, 1968, p. 209.

30 Archiv der sozialen Demokratie (AdSD), SPD-PV-Protokolle, Sitzung des Parteirats – 4.3.1969.

31 21. *Bundesparteitag der Christlich Demokratischen Union Deutschlands. Bonn, 12. Juni 1973. Niederschrift*, Bonn, 1973.

32 François Audigier a parfaitement montré que la prise de contrôle de l'UDR par le Premier ministre ne se résumait pas à la simple « chiraquisation » de l'appareil partisan (François Audigier, « La chiraquisation de l'UDR : une remise en cause du modèle militant gaulliste », dans G. Richard et J. Sainclivier [dir.], *Les Partis à l'épreuve de 68*, op. cit., p. 195-207).

cause du fonctionnement du mouvement donna lieu à de vifs débats lors de la session du comité central de l'UDR les 8 et 9 juin 1975.

Directement ou indirectement, « 68 » obligea ainsi les partis politiques à accélérer la modernisation amorcée au cours de la décennie précédente. À travers l'évolution vers un nouveau modèle, les partis espéraient se donner les moyens de capter à leur profit la politisation des masses en leur offrant un cadre de participation politique. Si les mouvements étudiants constituèrent aussi une source d'inspiration pour la transformation des pratiques militantes, l'accélération de la modernisation des partis demeura la principale réponse de la classe politique à « 68 ».

MODERNISER LE PARTI : INTÉGRER LES MASSES À LA VIE POLITIQUE

Cette modernisation s'appuyait dans tous les partis sur trois caractéristiques plus ou moins prégnantes dans les différentes cultures politiques : l'affirmation d'une direction centralisée et capable d'impulser une ligne politique commune ; l'essor d'une communication politique moderne et susceptible de capter l'attention de toutes les catégories d'électeurs ; la participation nouvelle de la base militante à l'ensemble des activités politiques du parti³³. Ces différents enjeux servaient un seul et même objectif : rendre le parti plus efficace dans la mobilisation des masses.

Celle-ci supposait d'abord une rationalisation du fonctionnement interne qui fut impulsée d'en haut. L'affirmation des directions partisans passait en premier lieu par la création d'organes destinés spécifiquement au travail d'organisation interne dans les partis qui n'en disposaient pas encore. C'était notamment le cas de la CDU dont le secrétariat général ne fut créé qu'en 1967 et ne joua que progressivement un véritable rôle de coordination³⁴. Dans l'ensemble des partis, le début des années 1970 fut marqué par un fort accroissement des directives internes, ainsi que par le développement des feuilles et bulletins permettant aux directions de diffuser la ligne politique et les consignes militantes. L'introduction progressive entre la fin des années 1960 et le milieu des années 1970 de nouveaux outils tels que les fichiers électroniques d'adhérents permit aux dirigeants d'avoir une idée plus précise du nombre de militants sur lesquels ils pouvaient compter.

33 Ce modèle de modernisation correspond à peu près à celui que François Audigier propose dans le cas du parti gaulliste (« La chiraquisation de l'UDR », art. cit., p. 200).

34 Voir les débats à ce sujet au sein de la direction du parti en 1967 dans Günther Buchstab (dir.), *Kiesinger: « Wir leben in einer veränderten Welt » – Die Protokolle des CDU-Bundesvorstands 1965-1969*, Düsseldorf, Droste, 2005, p. 450-502.

Le début des années 1970 vit également l'essor de nouvelles formes de propagande politique souvent inspirées de la communication et du marketing. Les partis créèrent ou développèrent ainsi de véritables bureaux de presse³⁵. Le matériel de propagande politique à disposition des militants se diversifia et inonda bientôt les campagnes électorales de stylos, t-shirts et ballons aux couleurs du parti. De nombreuses formations s'attachèrent également à retravailler leur logo. Les slogans tels que « Changer la vie ! » ou « Oser plus de démocratie ! » furent désormais au cœur des campagnes électorales. Surtout, la période constitua un véritable tournant dans la production d'affiches politiques. Les innovations techniques et la diffusion plus large du matériel nécessaire permirent désormais une production souvent ronéotypée d'affiches et de supports de propagande par les sections locales. Le contenu des affiches s'inspira également davantage de la publicité. Le recours à la photographie, la simplification des textes, l'introduction de l'humour rendirent les messages plus percutants, contrastant avec les affiches ternes et complexes diffusées encore quelques années plus tôt. L'ensemble de ces évolutions reflétait une transformation de la façon de transmettre un message politique³⁶.

Cette transmission se structura également davantage autour d'un programme diffusé et connu de tous les militants. Au cours des années 1970, la plupart des partis se dotèrent ainsi de programmes de long terme fixant des perspectives pour les décennies à venir et apportant ainsi aux militants un argumentaire pour convaincre les électeurs. Si les partis politiques s'étaient dotés de programmes dès la fin du XIX^e siècle, ceux-ci s'étaient le plus souvent résumés après-guerre à fixer des lignes directrices pour le soutien ou le rejet de la politique gouvernementale et ne donnaient que peu d'orientations de long terme. La CDU adopta ainsi son premier programme fondamental en 1978 au terme d'un processus qui structura la vie politique interne du parti dès le début de la décennie³⁷. Le SPD en avait fait de même en 1975 avec son cadre d'orientation pour 1985 (*Orientierungsrahmen 85*), également appelé « programme de long terme » (*Langzeitprogramm*). En France, les années 1970 furent celles du Programme commun de la gauche signé en 1972 entre le PCF, le PS et le Mouvement des radicaux de gauche. Contrairement aux textes programmatiques adoptés dans les décennies précédentes dont le contenu était essentiellement destiné aux cadres du parti, ces programmes constituaient un véritable socle pour la mobilisation militante. Le Mouvement des jeunesses communistes de France

35 S. Courtois et M. Lazar, *Histoire du Parti communiste français, op. cit.*, p. 387.

36 Sur l'évolution de la propagande politique, voir notamment Thomas Mergel, *Propaganda nach Hitler. Eine Kulturgeschichte des Wahlkampfes in der Bundesrepublik 1949-1990*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2010.

37 Frank Bösch, *Macht und Machtverlust, op. cit.*, p. 37-44.

(MJCF) avait alors pour slogan : « Une seule solution, la Révolution ! Un seul chemin, le Programme commun ! ».

Les partis cherchèrent également à s'adresser plus directement aux masses de la jeunesse. Percevant l'ampleur du conflit générationnel révélé par les mouvements étudiants, ils s'appuyèrent sur leurs organisations affiliées de jeunes et d'étudiants auxquelles ils accordèrent une autonomie inconnue jusqu'alors. Les années 1970 constituèrent ainsi un véritable âge d'or pour ces organisations. En RFA, les Jungsozialisten du SPD et les Jungdemokraten du FDP cherchèrent à se faire les réceptacles de l'Opposition extraparlamentaire, suivant une évolution radicale influencée par l'extrême-gauche étudiante³⁸. De son côté, la Junge Union s'identifiait comme « porte-parole de la jeune génération », tentant à la fois de faire entendre une autre voix de la jeunesse, mais également de la faire porter au sein du parti³⁹. En France, le MJCF fut restructuré en décembre 1970 pour lui accorder davantage de marge de manœuvre et lui permettre de s'adresser plus directement aux jeunes⁴⁰. En 1971, la refondation des Jeunesses socialistes dans le sillage du PS ouvrit pour elles une période de quatre années d'autonomie⁴¹. La première moitié des années 1970 devait demeurer une période de référence dans l'histoire de presque toutes les organisations de jeunesse politique.

Cette modernisation du fonctionnement des partis s'accompagna d'un accroissement du rôle politique de la base militante pour lui permettre de participer davantage à la politique. Les années 1970 furent ainsi celles d'un véritable renouveau du militantisme parfois inspiré des pratiques du mouvement étudiant. Plus ou moins profond en fonction des cultures politiques partisans, ce renouveau toucha l'ensemble des partis de gauche comme de droite et du centre. On vit ainsi des membres de la CDU prendre part à des manifestations de rue, comme lors de la rencontre entre le chancelier Willy Brandt et le ministre-président de la RDA, Willi Stoph, à Cassel, en mai 1970. Dans les villes universitaires telles que Berlin et Francfort, de jeunes membres de la CDU formèrent des groupes militants ayant pour but à la fois de s'opposer sur le terrain aux mouvements d'extrême-gauche et de favoriser la réforme interne

38 Wolfgang Krabbe, *Parteijugend in Deutschland: Junge Union, Jungsozialisten und Jungdemokraten 1945-1980*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 2002.

39 Archiv der christlich-demokratischen Partei (ACDP), IV-007-024/1, « Deutschlandtag vom 1-3 Oktober 1971 in Bremen », « Ergebnisse des Deutschlandtages 1971 der Jungen Union Deutschlands, Rechenschaftsbericht von Jürgen Echterbach ».

40 AD93, Fonds Roland Leroy, 263 J 37, « Congrès national du Mouvement de la Jeunesse communiste de France – statuts ».

41 Jean-François Claudon et Julien Guérin, *Cheveux longs et poings levés. Les jeunes du CERES de 1971 à 1981*, Paris, Bruno Leprince, 2012, p. 113-114.

du parti⁴². En France, l'UDR s'appuya sur l'expérience des comités de défense de la République (CDR) pour construire un nouveau modèle militant qui s'illustra dans les grands meetings de la Porte de Versailles⁴³. Au sein de la gauche non communiste, le militantisme prit son essor dans les syndicats et le mouvement autogestionnaire, mais aussi dans le cadre de nouvelles structures telles que les Groupes d'action municipaux (GAM)⁴⁴. De tels engagements auraient été inimaginables une décennie plus tôt dans des partis où le militantisme était presque inexistant. La diffusion de pratiques nouvelles et la systématisation des activités reflétaient ainsi la banalisation de l'action militante et une normalisation du militantisme politique.

La place nouvelle de la base militante au sein des partis se traduisit également par le renouveau de la formation des militants. Alors que la formation des partis était jusque là surtout destinée aux cadres, les structures de formation se développèrent et permirent un élargissement à la base militante. Ainsi, le nombre d'écoles fédérales du PCF passa de 131 en 1967-1968 à 168 en 1969-1970, pour un nombre d'élèves respectivement de 1591 et 2410⁴⁵. Les contenus de ces formations changèrent également pour être désormais davantage orientés vers l'apprentissage du militantisme. Moins scolaire, la formation laissait plus de place au débat et à la discussion politique⁴⁶.

Les partis accordèrent également un rôle nouveau à la base militante dans les processus décisionnels, à tous les échelons du parti. Cette évolution était illustrée par la place croissante des congrès dans la vie des partis. Alors que jusqu'aux années 1960, les congrès se résumaient souvent à n'être que de vastes rassemblements acclamatoires où défilaient à la tribune les caciques du parti, ils se politisèrent à partir du début des années 1970, devenant le cadre des débats partisans et des luttes de tendances, comme en témoigne l'accroissement considérable du nombre de motions. Au sein du SPD, le nombre de motions dans les congrès fédéraux passa de 95 en 1962 à 281 en 1966, avant de connaître une véritable explosion pour atteindre 1343 en 1973⁴⁷. Cette évolution reflétait

42 Pour Francfort, voir Manfred Kittel, *Marsch durch die Institutionen? Politik und Kultur in Frankfurt-am-Main nach 1968*, München, Oldenbourg, 2011, p. 30-48.

43 F. Audigier, « La chiraquisation de l'UDR », art. cit., p. 202.

44 Hélène Hatzfeld, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes/Paris, PUR/Adels, 2005.

45 Nathalie Éthuin, *À l'école du parti. L'éducation et la formation des militants et des cadres au parti communiste français (1970-2003)*, thèse de l'université Lille 2, 2003, p. 112.

46 Pour organiser cette formation, les jeunes gaullistes avaient pris contact en 1974 avec le président des Cercles universitaires d'études et de recherches gaulliennes, Jean-Paul Bled.

47 Voir les protocoles des congrès du SPD (Vorstand der SPD, *Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands vom 26. bis 30. Mai 1962 in Köln*, Bonn, Neuer-Vorwärts-Verlag, 1962; *id.*, *Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands vom 17. bis 21. März 1968 in Nürnberg*, Bonn, Neuer-Vorwärts-Verlag, 1968; *id.*, *Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands vom 10. bis 14. April 1973 in Hannover*, Bonn, Neuer-Vorwärts-Verlag, 1973).

naturellement la vitalité nouvelle des discussions au sein des fédérations et jusque dans les sections locales dont les réunions se firent également plus régulières et animées. Si cet accroissement des débats ne signifiait pas forcément un poids plus grand de la base dans les processus décisionnels, il reflétait au moins sa participation nouvelle à la démocratie interne.

Enfin, la vague d'adhésions des « années 1968 » devait modifier durablement l'équilibre de la vie politique partisane et les rapports entre les générations au sein des partis. Son importance numérique lui offrit les clés de nombreux partis dans les années 1990-2000. Ce fut notamment le cas du PCF dont les adhésions chutèrent brutalement dans les décennies suivantes. En 1997, la génération « 68 » représentait encore 32,9 % des adhérents, loin devant celle de l'après-guerre et celle des années 1980⁴⁸. Cet afflux massif de jeunes adhérents dans les partis modifia également les modalités d'accès à la carrière politique. Si le *cursus honorum* partisan et notamment le passage par les organisations de jeunesse avait toujours constitué une voie privilégiée d'entrée en politique⁴⁹, ces dernières devinrent le mode d'accès par excellence aux responsabilités partisans, électives et gouvernementales dans les années 1990-2000. Ainsi, le quart des membres des gouvernements Fillon (2007-2012) avait commencé sa carrière dans une organisation de jeunesse politique. La proportion était encore plus forte en Allemagne, où c'était le cas des deux tiers des membres du cabinet d'Angela Merkel entre 2009 et 2013. Au-delà même du fonctionnement interne des partis politiques, il s'agissait d'une transformation majeure de la vie politique des deux pays qui reflétait l'importance nouvelle des partis dans la démocratie.

Les « années 68 » furent ainsi un moment décisif de la consolidation du rôle des partis politiques dans la démocratie en RFA et en France. Cette place nouvelle acquise dans la société au tournant des années 1960-1970 s'illustra dans le paysage urbain à travers la construction de grands sièges, à l'architecture moderne, entre la fin des années 1960 et au début des années 1970. Ce fut notamment le cas du siège du PCF à Paris en 1971, de la Konrad-Adenauer-Haus de la CDU à Bonn en 1972 et de la Erich-Ollenhauer-Haus du SPD à Bonn en 1975. Ces constructions reflétaient la puissance et l'omniprésence des partis dans la société et la vie démocratique.

48 François Platone et Jean Ranger, « Les adhérents du Parti communiste français en 1997 », *Cahiers du CEVIPOF*, 27, 2000, p. 99.

49 Michel Offerlé et Frédéric Sawicki (dir.), « Entrées en politique : apprentissages et savoir-faire », *Politix*, 35, 1996 ; Gilles Le Béguec, « Les circuits de formation du personnel politique », dans Serge Bernstein et Pierre Milza (dir.), *Axes et méthodes de l'histoire politique*, Paris, PUF, 1998, p. 303-318.

Loin de remettre en cause les partis politiques, « 68 » contribua ainsi à leur institutionnalisation. La politisation massive les rendit plus incontournables que jamais pour mobiliser et représenter les masses, donnant tout son sens au cadre de la démocratie partisane mis en place dans l'après-guerre à travers les prescriptions constitutionnelles et les premières réformes internes. La réponse des partis politiques au défi que leur lançait le mouvement étudiant et que constituait la vague de politisation de la jeune génération fut ainsi l'accélération de transformations antérieures de la politique partisane. L'autonomie croissante des structures internes, la participation toujours plus grande de la base militante aux diverses activités du parti, le développement du militantisme, l'évolution de la forme et des modalités de la transmission du message politique, les processus de sélection du personnel politique constituèrent autant d'éléments fondamentaux de cette mutation. Dans bien des domaines, celle-ci fut plus profonde et plus aboutie en RFA où l'impératif de démocratisation avait joué un rôle plus fondamental dans la reconstruction du système politique. Cette évolution des partis n'en constitua pas moins un élément majeur de convergence des sociétés ouest-allemande et française dans l'après-guerre.

Dans les deux pays, la remise en question de la démocratie parlementaire et de la légitimité des partis politiques rendit impérative une actualisation des modalités de l'intégration des masses à la démocratie. En proposant un nouveau modèle fondé sur la participation politique, les partis répondaient en fait à un défi plus large et structurant de la vie politique des XIX^e et XX^e siècles. Comprendre « 68 » dans l'histoire politique de son temps, c'est ainsi percevoir l'événement comme un tournant majeur au sein du processus d'intégration des masses à la politique.

PRÉSENTATION DES AUTEURS

Dominique Barjot

Professeur d'histoire économique contemporaine à l'université Paris-Sorbonne, directeur adjoint du Centre Roland Mousnier (UMR 8596). Ancien président de l'Association française d'histoire économique, il est l'auteur de nombreux ouvrages ou articles de revue, parmi lesquels, récemment : *La Grande Entreprise française de Travaux Publics*, Paris, Economica, 2006 ; (dir.), « Où va l'histoire des entreprises ? », *Revue économique*, 58, n° 1, janvier 2007 ; (dir.), *Deux guerres totales 1914-1918 ; 1939-1945. La mobilisation de la nation*, Paris, Economica, 2011 ; « Les entreprises françaises d'ingénierie face à la compétition internationale », *Entreprises et histoire*, 71, juin 2013 ; avec Harm G. Schroeter (dir.), « Economic Cooperation Reconsidered », *Revue économique*, 64, novembre 2013 ; *Bouygues. Les ressorts d'un destin entrepreneurial*, Paris, Economica, 2014 ; avec Jean-Pierre Chalineet André Encrevé, *La France au XIX^e siècle 1814-1914*, Paris, PUF, 2014 ; avec Michel Figeac (dir.), *Citoyenneté, république et démocratie en France de 1789 à 1889*, Paris, Armand Colin/SEDES, 2014 ; « The Construction Industry in the XXth Century: an International Interfirm Comparison », *Revue française d'histoire économique – The French Economic History Review*, n° 1, septembre 2014 ; avec Harm G. Schroeter (dir.), « La circulation de l'information et des connaissances », *Entreprises et histoire*, 75, juin 2014 ; avec Marco Bertilorenzi (dir.), *Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (XIX^e-XX^e siècle) – From Precious Metal to Mass Commodity (19th-21st century)*, Paris, PUPS, 2014 ; « Cartels et régulation des crises », *Entreprises et histoire*, 75, septembre 2014.

Dušan T. Bataković

Historien et diplomate serbe, docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne. Actuellement directeur de l'Institut des études balkaniques de l'Académie serbe des sciences et des arts de Belgrade. Il a été ambassadeur de Serbie en Grèce, au Canada et en France. Il est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages sur l'histoire de la Serbie, de l'ex-Yougoslavie et des Balkans, dont *Kosovo. Un conflit sans fin?*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 2008 ; (dir.), *La Serbie et la France. Une alliance atypique*, Beograd, Institut des études balkaniques, 2010 ; et *Les Sources françaises de la démocratie serbe*, Paris, CNRS éditions, 2013.

Zoltan Bécsi

Après des études dans les universités de Genève et d'Oxford et sa thèse de doctorat à l'HEID de Genève en Histoire des relations internationales sur la diplomatie secrète et le combat des peuples d'Europe centrale pour une confédération en Europe centrale (*Forbiden Federalism, 1918-1921*), il s'est intéressé à la géopolitique (*Le Projet géopolitique de la France pour l'Europe centrale dans les années 1920 et son échec*) et a récemment entrepris des recherches sur la question de la souveraineté (en préparation : *De l'Empire à la Fédération, l'héritage impériale de la Fédération et de l'Union européenne* et *The Order of Malta. From Territoriality to Sovereignty*).

Stéphanie Burgaud

Ancienne élève de l'ENS, docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne, maître de conférences à l'IEP de Toulouse. Ses recherches portent sur l'histoire allemande, l'histoire russe et les relations internationales au XIX^e siècle. Elle a publié *La Politique russe de Bismarck et l'unification allemande. Mythe fondateur et réalités politiques*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2010, et, plus récemment, *L'Europe dans la construction politique et identitaire russe*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2013.

352

Mathieu Dubois

Agrégé et docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne et de l'Universität Augsburg (Allemagne). Ancien *Fellow* du *Zentrum für Zeithistorische Forschung* (Potsdam), il est actuellement coordonateur du programme franco-allemand ANR-DFG « Les évacuations dans l'espace frontalier franco-allemand (1939-1945) ». Il est chargé d'enseignements à l'université Paris-Sorbonne. Il a notamment publié *Génération politique : les années 1968 dans les jeunesse des partis politiques en France et en RFA*, Paris, PUPS, 2014 (mention spéciale du Prix de thèse du Sénat).

David Gallo

Ancien élève de l'ENS-LSH (Lyon), agrégé et docteur en histoire, ATER à l'université Paris-Sorbonne ; il a soutenu en 2014 une thèse sur *La Fabrique de l'homme nouveau : formation idéologique et conditionnement politique dans la SS (1933-1945)*, sous la direction des professeurs Édouard Husson (université de Picardie) et Dominique Barjot (université Paris Sorbonne).

Philippe Gelez

Maître de conférences à l'université Paris-Sorbonne. Il enseigne la littérature et l'histoire des idées de l'espace ex-yougoslave et dirige un séminaire de

traduction. Après s'être intéressé à l'Islam bosno-herzégovien et balkanique, il a orienté ses recherches sur la question agraire au XIX^e siècle dans ces mêmes régions, ainsi que sur les problèmes liés à l'eupéanisation.

Jean-Noël Grandhomme

Maître de conférences HDR en histoire contemporaine à l'université de Strasbourg ; conférencier au Collège militaire royal du Canada à Kingston (Ontario) ; membre élu du Conseil national des universités ; membre des comités scientifiques du Mémorial de Verdun, du Mémorial de l'Alsace-Moselle, du Musée de Gravelotte. Publications principales : « *La guerre ne tardera pas* ». *Les Rapports du colonel Pellé, attaché militaire français à Berlin (1909-1912)*, en collaboration avec Isabelle Sandiford-Pellé, Paris, Armand Colin, 2014 ; *Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, en collaboration avec Francis Grandhomme, Strasbourg, La Nuée bleue, 2013 ; *Les Soldats inconnus de la Grande Guerre. La mort, le deuil, la mémoire*, co-dirigé avec François Cochet, Saint-Cloud, Soteca-14-18 éditions, 2011 ; *Henri-Mathias Berthelot (1861-1931). Du culte de l'offensive à la stratégie globale*, Ivry, ECPA-D, 2011 ; *Les Malgré-nous de la Kriegsmarine. Destins d'Alsaciens et de Lorrains dans la marine de guerre du III^e Reich*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2011 ; *La Roumanie en guerre, 1914-1919 : de la Triplice à l'Entente*, Saint-Cloud, Soteca-14-18 éditions, 2009.

Lothar Höbelt

Professeur d'histoire moderne et contemporaine à l'université de Vienne, spécialiste de l'histoire autrichienne, allemande et britannique, ses travaux portent notamment sur l'histoire politique et constitutionnelle. Parmi ses nombreuses publications : *Landschaft und Politik im Sudetenland*, Wien, Österreichische Landsmannschaft, 2004 ; *Ferdinand III. 1608-1657. Friedenskaiser wider Willen*, Graz, Ares, 2008 ; *Franz Joseph I. Der Kaiser und sein Reich. Eine politische Geschichte*, Wien, Böhlau, 2009 ; *Die Habsburger. Aufstieg und Glanz einer europäischen Dynastie*, Stuttgart, Theiss, 2009 ; *Böhmen. Eine Geschichte*, Wien, Karolinger Verlag, 2012.

Catherine Horel

Directrice de recherche au CNRS (SIRICE). Spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Europe centrale, elle enseigne à l'université Panthéon-Sorbonne. Elle est membre de plusieurs organismes internationaux et Secrétaire générale du Comité international des sciences historiques (CISH). Ses recherches traitent des structures sociopolitiques de l'Empire des Habsbourg, de l'histoire urbaine, de l'histoire des juifs. Parmi ses récentes publications, à

signaler : *Cette Europe qu'on dit centrale. Des Habsbourg à l'intégration européenne (1815-2004)*, Paris, Beauchesne, 2009 ; Catherine Horel (dir.), *1908, la crise de Bosnie dans le contexte européen cent ans après*, Bruxelles, Peter Lang, 2011 ; *L'Amiral Horthy, régent de Hongrie*, Paris, Perrin, 2014 ; Catherine Horel (dir.), *Les Guerres balkaniques 1912-1913. Conflits, enjeux, mémoires*, Bruxelles, Peter Lang, 2014.

Rainer Hudemann

354

Professeur d'histoire contemporaine de l'Allemagne et des pays germaniques à l'université de Paris-Sorbonne et professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de la Sarre (Allemagne). Il a été vice-président de l'université de la Sarre, professeur invité à l'Université hébraïque de Jérusalem, titulaire de la chaire Alfred Grosser et professeur invité à l'Institut d'études politiques de Paris. Ses principaux domaines de recherche portent sur l'histoire allemande et française aux XIX^e et XX^e siècles, sur les relations franco-allemandes, les élites en France et en Allemagne, la politique sociale, les partis politiques, l'intégration européenne, les fascismes en Europe, l'histoire urbaine dans une perspective comparative, les structures de processus de transfert en Europe, les mémoires transnationales.

Emmanuel Le Roy Ladurie

Ancien élève de l'École normale supérieure, professeur émérite au Collège de France, ancien administrateur général de la Bibliothèque nationale et membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques), Emmanuel Le Roy Ladurie compte parmi les historiens français les plus célèbres. Auteur d'ouvrages traduits dans le monde entier, il fut nommé docteur *honoris causa* de dix-neuf universités. Grand Officier de la Légion d'Honneur et Commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres, sa recherche actuelle porte sur l'histoire du climat.

Georgiana Medrea

Maître de conférences qualifié, docteur en histoire moderne et contemporaine de l'université Paris-Sorbonne et de l'université de Bucarest. Sa thèse consacrée aux relations culturelles franco-roumaines dans l'entre-deux-guerres ainsi que ses contributions à des ouvrages collectifs tiennent à la fois de l'histoire diplomatique, de l'art, des institutions littéraires et culturelles. Elle participe depuis 2000 aux travaux du comité d'historiens franco-roumains dirigés par Jean-Paul Bled (université Paris-Sorbonne) et Dan Berindei, vice-président de l'Académie roumaine, publiés dans *Études danubiennes* et *Revue roumaine d'histoire*.

Renaud Meltz

Maître de conférences à l'université de Polynésie française, est l'auteur d'*Alexis Léger, dit Saint-John Perse*, Paris, Flammarion, 2008 (Prix Maurice Baumont). Ses travaux portent actuellement sur l'opinion publique dans les relations internationales. Il prépare à ce sujet un ouvrage à paraître chez Vendémiaire en 2016, *Vers une diplomatie des peuples? L'opinion publique et les crises internationales au premier XIX^e siècle (France et Grande-Bretagne)*.

Edi Miloš

Maître de conférences à l'université de Split, il axe ses recherches sur l'histoire politique et intellectuelle des Croates aux XIX^e et XX^e siècles. Il est l'auteur d'une thèse de doctorat encore inédite *Antun Radić et la genèse du mouvement paysan croate (1868-1905)*, dirigée par le professeur Jean-Paul Bled et soutenue en 2008 à l'université Paris-Sorbonne.

Vojislav Pavlović

Docteur de l'université Paris-Sorbonne, il a été maître de conférences associé dans plusieurs universités en France et en Serbie. Il est actuellement vice-directeur de l'Institut d'études balkaniques de Belgrade. Il a notamment publié *Francuskarevolucija [La Révolution française]*, Beograd, Vidici, 1990; *OSS in Yugoslavia 1941-1944*, Beograd, Center for Serbian Studies, 1997; *Od Monarhije do republike (De la monarchie à la république. Les États-Unis et la Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale)*, Beograd, Clio, 1998.

Guillaume Payen

Docteur en histoire contemporaine, chef du pôle Histoire et faits sociaux contemporains du centre de recherche de l'École des officiers de la Gendarmerie nationale, chercheur associé au Centre Roland Mousnier (UMR 8596), Guillaume Payen a soutenu sa thèse en 2010 sous la direction de Jean-Paul Bled: *Racines et combat. L'existence politique de Martin Heidegger: patriotisme, nationalisme et engagement d'un intellectuel européen jusqu'à l'avènement du nazisme (1889-1933)*. Sa biographie du philosophe sera publiée en janvier 2016 aux éditions Perrin sous le titre: *Les Destins changeants de Martin Heidegger. Catholicisme, révolution, nazisme (1889-2014)*.

André Reszler

Historien, né à Budapest, il a enseigné la littérature comparée et l'histoire européenne de 1968 à 1975 à l'université d'Indiana (Bloomington) et, à partir de cette date jusqu'à sa retraite en 1998, l'histoire des idées et de la culture européenne à l'Institut universitaire d'études européennes où il a succédé à

Denis de Rougemont. Depuis 1998, il est professeur honoraire à la faculté des Lettres de l'université de Genève. À plusieurs reprises, il a été invité à l'université de Montréal et à l'Institut d'études germaniques de Strasbourg. Fondateur de la revue *Cadmos*, il en est le rédacteur en chef de 1977 à 1983. Parmi ses publications, traduites en plusieurs langues : *L'Esthétique anarchiste*, Paris, PUF, 1973 ; *Mythes politiques modernes*, Paris, PUF, 1981 ; *Le Génie de l'Autriche-Hongrie*, Genève, Georg, 1991 ; *Le Pluralisme, aspects historiques et théoriques des sociétés pluralistes*, Paris, La Table Ronde, 2002 ; et *Les Nouvelles Athènes, histoire d'un mythe culturel européen*, Gollion, Infolio, 2004.

Christophe Réveillard

356

Christophe Réveillard est responsable de recherches au Centre Roland Mousnier (UMR 8596) et professeur module européen Jean Monnet (Commission européenne, Programmes et coopération internationale). Docteur en histoire (université Paris-Sorbonne) et diplômé en droit international public (université Paris-Sud), il est secrétaire-général-adjoint du Comité français des sciences historiques et membre de l'Institut international d'études européennes A. Rosmini. Il a notamment publié le *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe* (Paris, PUF, 2013) ; *Métiers et statuts sociaux. Les représentations* (Paris, Éditions du CTHS, 2012) ; *La Construction européenne* (Paris, Ellipses, 2012) ; *La Guerre civile perpétuelle. Aux origines modernes de la dissociété* (Perpignan, Artège, 2012) ; (dir.) « Fatalités européennes », *Géostratégiques*, n° spécial, 2012-1 ; *La Culture du refus de l'ennemi. Modérantisme et religion en Europe au seuil du XXI^e siècle* (Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2007) ; *Penser et construire l'Europe 1919-1992* (Paris, CNED/SEDES, 2007) ; *L'Américanisation de l'Europe occidentale au XX^e siècle. Mythe et réalité* (Paris, PUPS, 2002).

Benedikt Schoenborn

Senior Research Fellow au *Tampere Peace Research Institute* enseignant à l'université de Tampere, en Finlande. Parmi ses publications figurent les livres *Transatlantic Relations since 1945: an Introduction* (avec Jussi Hanhimäki et Barbara Zanchetta), London, Routledge, 2012, et *La Mécontente apprivoisée: de Gaulle et les Allemands, 1963-1969*, Paris, PUF, 2007 (Prix Duroselle).

Ana-Maria Stan

Docteur en histoire, Ana-Maria travaille comme chercheur à l'université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca (Roumanie). Elle est responsable du Musée historique de l'université. Ancienne boursière de l'Agence universitaire de la francophonie (2002-2004). Sa thèse, soutenue en 2005 et publiée en 2006 (édition roumaine) et en 2007 (édition française), porte sur les relations franco-

roumaines à l'époque du régime de Vichy. Auteur de quelques livres et d'une vingtaine d'articles sur l'histoire du xx^e siècle, ciblant les rapports culturels et la collaboration scientifique et académique entre la France et la Roumanie de 1918 à 1945, ainsi que l'histoire de l'enseignement supérieur roumain pendant l'entre-deux-guerres. En 2012, elle a édité le journal de Jacqueline Jeannel – *Ma Roumanie/România mea*, Cluj-Napoca, Centrul de Studii Transilvane, Academia Română.

TABLE DES MATIÈRES

introduction. Jean-Paul Bled, historien des mondes germaniques en Sorbonne.....	7
Rainer Hudemann.....	7

PREMIÈRE PARTIE

LE VIENNOIS :

DE L'AUTRICHE DES HABSBOURG AUX BALKANS DES NATIONS

L'AUTRICHE-HONGRIE ET LES BALKANS TRAVAILLÉS PAR LES NATIONALISMES AU XIX^e SIÈCLE

L'idée slave et les Croates au XIX ^e siècle Edi Miloš.....	17
Un grand acteur oublié de la scène autrichienne : Le comte Anton von Prokesch-Osten André Reszler.....	27
La Bosnie-Herzégovine entre l'Autriche et la Hongrie (1878-1914) Philippe Gelez.....	35
L'action politique de l'Autriche-Hongrie chez les Albanais dans le <i>Vilayet</i> du Kosovo (Une analyse française de 1902) Dušan T. Bataković.....	47
Les officiers-conjurés serbes : 1903-1914. Programme et convictions politiques Vojislav Pavlović.....	63
Montenegro and the Central Powers 1915-16 Lothar Höbelt.....	79

INFLUENCES DIPLOMATIQUES, CULTURES ET MÉMOIRE DANS UN ESPACE EN RECOMPOSITION AU XX^e SIÈCLE

Le général Paul Venel (1864-1920) et Le rôle de la France dans le rattachement du Monténégro au royaume des Serbes, Croates et Slovènes Jean-Noël Grandhomme.....	97
---	----

Les répertoires français, allemand et autrichien sur les grandes scènes roumaines. Le cosmopolitisme d'une culture nationale (1919-1940) Georgiana Medrea.....	117
Aspects de la Résistance française en Roumanie après 1940. Diplomates, enseignants et écrivains Ana-Maria Stan.....	131
François-Joseph en Hongrie : un lieu de mémoire ? Catherine Horel.....	145

SECONDE PARTIE

L'ALLEMAGNE DE JEAN-PAUL BLED :

DE LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE À LA RÉPUBLIQUE DE BERLIN

360

L'ALLEMAGNE FACE AU CONCERT EUROPÉEN (1815-1918)

Naissance de la germanophobie française ? L'opinion publique et la crise de 1840 Renaud Meltz.....	163
Bismarck et l'Europe, De la mission Alvensleben à la mission Radowitz Stéphanie Burgaud.....	187
Un génie de la prévision : Jacques Bainville dans <i>Les Conséquences politiques de la paix</i> Zoltan Bécsi.....	203
L'Allemagne de Martin Heidegger, ou le patriotisme d'un philosophe apolitique (1889-1933) Guillaume Payen.....	215
Du poids de l'intérêt matériel dans l'adhésion au nazisme. Réflexions autour des thèses de Götz Aly, à travers le cas de la politique d'aide sociale de la SS David Gallo.....	223
Julius Berger (1862-1943) : un entrepreneur allemand et la France Dominique Barjot.....	239

L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La RFA et les premières communautés européennes Christophe Réveillard.....	265
L'Allemagne et de Gaulle : l'approche de Willy Brandt Benedikt Schoenborn.....	283
Les partis politiques au défi de « 68 » en RFA et en France Mathieu Dubois.....	297

Cartes.....	311
Entretien avec Jean-Paul Bled.....	319
Portrait de Jean-Paul Bled par Emmanuel Leroy Ladurie.....	335
Bibliographie de Jean-Paul Bled.....	339
Directions de thèse.....	349
Présentation des auteurs.....	351
Table des matières.....	359

La Sorbonne éditeur-imprimeur depuis 1470

En 1470, Jean Heynlin, prieur de la Sorbonne, installe, dans le cadre universitaire, la première imprimerie française. L'atelier, animé par les prototypographes Ulrich Gering, de Constance, et Michel Friburger, de Colmar, imprime en Sorbonne les ouvrages destinés à la communauté universitaire : classiques latins et ouvrages d'érudition pour les étudiants et leurs maîtres. Ce fut l'origine de l'édition en France.

LIBRAIRIE PUPS ||||| 8, RUE DANTON ||||| 75006 PARIS |||||
				TEL. : 01 53 10 57 60			FAX : 01 53 10 57 66				
		E-MAIL : PUPS@PARIS-SORBONNE.FR									
		HTTP://PUPS.PARIS-SORBONNE.FR									

PAR CORRESPONDANCE :

PUPS |||||
MAISON DE LA RECHERCHE DE L'UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE
28, RUE SERPENTE ||||| 75006 PARIS |||||



Totaeptur magnim quaerum ad mod qui desedi ducipsam ipsam, omnima sam is exped que volupta prerest hicil iminctur audam, con explignias doluptis reptam, oditem int doloren esequia con non prat.

Qui alit ut vercim re, illacernatem que et, con cum, solorumet la sanda il minctius.

Untesectis ipsuntion re re, volorro vidus, quosti resequid excerunt ipid utest adi doluptatur, nimpos atur, ut ommossitat.

Aquam, sitat aperum et ad est, sime vento ident fuga. Et enda nullace ratiis vid quibusa pore, omnia quatia doluptat lam, autempore quati blab ium elestion placerum con comnimus autetur sende nestota qui qui ilia volupta tionseq uidigni hillorro enis dicimax imaxim repra quae natistisit ullit alit alia commolo rporrov itiore labo. Itasimust, unt que dolorates dis iurem imus, quideri intions enitatur? Liatest ut at eatatataie delliqui conesedis ut omnitatur solorem santiberum lic tem res eatatur rem velesseque lique odis doluptatis ute con reic totaspel modit quidit doluptae quis anditas incta cum venihic aboriae des am, inverunt faccum quis volenihita dem et exceatus et accus, nit vererup tateporem quia ilitatur as aut am sapedigenem est, ipitate quiae pa sum et, samet porropore dolorio reprempos sit andi rector, alique quatem facest eum esedi ut lab ium sa simagnit, quam estruntem is expernam quibusandae dolutatiam dem exceper iorrovid modia nonsedit discium lam nestiis quatus molupiti as dolupta cullupti ullest aut molor alignimus es untis qui blabor aceatur ad ea voluptieni occullaci soluptatur sam

Illustration : J.M.W. Turner, *L'Inauguration du Walhalla* (détail), huile sur acajou, 1842, Londres, Tate Gallery © akg-images/Erich Lessing

ISBN 978-2-84050-997-4		SODIS F387918	
9 782840 509974			
			34 €